La fabrique du consensus autour du « gaz de couche de charbon » en France : analyse « archéologique » des discours d'appui à un projet extractif

Creating consensus around “coal seam gas” in France: An “archaeological” analysis of the discourses supporting an extractive project

Marieke Stein

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/5283>

DOI : 10.4000/aad.5283

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Marieke Stein, « La fabrique du consensus autour du « gaz de couche de charbon » en France : analyse « archéologique » des discours d'appui à un projet extractif », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 26 | 2021, mis en ligne le 16 avril 2021, consulté le 16 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/aad/5283> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.5283>

Ce document a été généré automatiquement le 16 avril 2021.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La fabrique du consensus autour du « gaz de couche de charbon » en France : analyse « archéologique » des discours d'appui à un projet extractif

Creating consensus around “coal seam gas” in France: An “archaeological” analysis of the discourses supporting an extractive project

Marieke Stein

Introduction

- 1 Alors qu'en 2017 la ratification des Accords de Paris par 168 pays a mis en évidence un large consensus international sur la nécessité de réduire drastiquement les émissions mondiales de gaz à effet de serre et donc de limiter l'extraction et l'usage des énergies fossiles, et qu'au même moment la France se présentait comme particulièrement vertueuse en la matière avec sa loi dite « de sortie des hydrocarbures », un projet d'extraction de *Coal Bed Methane* (un hydrocarbure voisin du gaz de schiste) en Lorraine semble unanimement soutenu par les responsables politiques nationaux et locaux.
- 2 En effet, les discours (politiques, institutionnels, médiatiques, parfois même scientifiques...) qui circulent sur ce sujet dans l'espace public français véhiculent une vision unanimement favorable du projet extractif, vantant un « gaz propre » et une « énergie de transition ». Alors même qu'une opposition nationale et locale à ces projets existe, bien informée et structurée, seuls circulent dans les espaces publics légitimés (presse, arènes politiques et institutionnelles) les énoncés doxiques mis en circulation par l'entreprise gazière à l'origine du projet. Excepté sur l'Internet militant, c'est toujours une même représentation du projet gazier qui circule : une

représentation entièrement positive, qui relève de ce que Thierry Libaert désigne comme une « communication d'opinion publique » (2013 : 3). Ces énoncés doxiques occupent l'espace public en même temps qu'est invisibilisé tout contre-discours, même étayé par des études de spécialistes. Pourtant, une abondante littérature technique et scientifique existe, qui montre à quel point cette énergie nouvelle est discutable, en raison de son impact environnemental et de ses faibles retombées économiques¹.

- 3 Comment se fait-il que la communication stratégique de l'entreprise circule avec une telle facilité dans l'espace public français ? En cause, un envahissement du discours public par des énoncés pris en charge par des énonciateurs multiples, généralement dotés d'un fort crédit (personnalités politiques, sites institutionnels...), mais dont la source unique est en réalité l'entreprise porteuse du projet extractif. Il s'avère que tous les discours d'appui au projet ne sont que la reprise, quasiment littérale, d'une matrice unique, un discours promotionnel dont la source est tue.
- 4 Ce constat est fondé sur une méthode d'analyse² que je désignerais comme une « archéologie » des discours qui circulent dans les différentes arènes en interaction. Cette analyse « archéologique » se situe dans la lignée des études sur la circulation des discours (López-Muñoz, Marnette, Rosier et Vincent 2009) et sur la construction discursive de l'autorité (Angenot 2013), ainsi que du riche courant de recherches sur les « éléments de langage », l'écriture formulaire (Krieg-Planque 2003, 2010 et 2015) ou la « sloganisation » (Tournier 1985), et plus largement, sur les pratiques linguistiques qui ont pour effet de stabiliser le discours et de « conférer aux expressions des formes régulières, lesquelles contribuent à la construction, en discours, de l'autorité de l'institution qui, tout à la fois, façonne et reproduit ces formulations normées » (Krieg-Planque et Oger 2015 : 6).
- 5 La méthode ici suivie se caractérise par une attention particulière à des dynamiques d'élaboration et de transformation des discours dans le temps, et vise à découvrir, sous les énoncés qui véhiculent aujourd'hui une représentation univoque de l'activité extractive, les énoncés originels. Il s'agit, à partir d'un corpus de textes quasiment exhaustif concernant l'actuel projet d'extraction de *Coal Bed Methane* en France (articles de presse, ressources internet, discours politiques...), qui couvrent l'ensemble de la période concernée par les projets de forages de CBM en Lorraine, soit 2006-2018. Ces textes, obtenus pour certains « sur le terrain », pour la plupart grâce à des bases de données (Europresse, archives du Groupe Ebra), ou grâce à une veille sur Internet, ont été regroupés en trois catégories. D'abord, les productions émanant du promoteur du projet d'extraction, et qui comprennent aussi bien ses supports de communication externes (une douzaine de communiqués de presse et autant de supports de communication diffusés dans la zone géographique concernée par les forages) que les documents administratifs déposés aux différentes étapes de son projet (douze dossiers de demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers et notices d'impact). Ensuite, onze rapports techniques et scientifiques (comme la *Synthèse sur les gaz de houille* de l'INERIS et du BRGM), gouvernementaux (les rapports commandés par le CGIET puis l'OPECST en 2012 et 2013), ou réalisés par des organismes interprofessionnels comme l'Institut Français du Pétrole-Énergies nouvelles (IFPEN) et l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA). Enfin, un corpus de presse de 450 articles publiés entre 2006 (première mention du projet d'extraction dans la presse) et août 2018 (clôture de notre corpus) et traitant du projet lorrain d'extraction de CBM (mots-clés utilisés : « gaz de houille », « gaz de couche » / « grisou » / « Coal Bed Methane » /

« Gaz de charbon » associé à « Lorraine »). Tous ces documents ont d'abord été l'objet d'analyses quantitatives (grâce au logiciel ATLAS T.I.), puis d'une analyse sémio-rhétorique et argumentative. Cette analyse de corpus a été complétée par une vingtaine d'entretiens avec les « passeurs » du discours de l'entreprise (élus locaux, journalistes, responsables territoriaux, « scientifiques » associés à l'entreprise gazière...), de comprendre comment leurs représentations de l'hydrocarbure convoité ont été construites. Cette identification des données, éléments de langage et arguments qui circulent, permet de comprendre les modalités d'élaboration, de diffusion, de circulation des énoncés doxiques, et, en définitive, à décrire des parcours de désinformation qui aboutissent à créer artificiellement un consensus autour d'un projet en réalité fortement contesté sur le terrain.

1. Le *Coal Bed Methane* en Lorraine : un gaz « non-conventionnel » massivement soutenu

- 6 Les projets extractifs (mines et hydrocarbures) suscitent régulièrement des controverses très médiatisées (Bodt 2014, Carlino et Stein 2019) : la « montagne d'or » en Guyane, le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (Carlino 2018) ou le gaz de schiste en France (Chailleux 2015) voient s'affronter des acteurs qui ont tous un accès – même inégal – à l'espace médiatique, et peuvent faire entendre leurs voix jusque dans les arènes de décisions. Rien de tel concernant le projet d'extraction de *Coal Bed Methane* (littéralement « gaz de couche de charbon », souvent désigné improprement comme « gaz de houille³ ») dans l'ancien bassin houiller lorrain. Le *Coal Bed Methane* (CBM) est pourtant, comme le gaz de schiste si massivement combattu en 2010-2011 (Chateauraynaud, Debaz, Cézanne-Bert 2011), un hydrocarbure non-conventionnel, c'est-à-dire piégé dans des roches peu perméables et difficiles d'accès, dont l'extraction nécessite des techniques complexes aux impacts environnementaux bien documentés⁴. Dans les pays où ce gaz est exploité (États-Unis, Canada, Australie...), il suscite des mobilisations d'ampleur ; en Lorraine, seule région de France où l'exploration de cette ressource a déjà commencé, une opposition locale à ces projets existe, bien informée, active et soutenue à l'échelle nationale par des mouvements de défense de l'environnement (Les Amis de la terre, Greenpeace, France Nature Environnement...), mais peu audible auprès des responsables politiques locaux, particulièrement suspicieux à l'égard de la pensée écologique, notamment dans les anciens bassins miniers.
- 7 Pourtant, l'analyse des discours qui circulent dans les médias (médias numériques, presse écrite, radio, télévision) montre qu'en France, excepté sur l'Internet militant, c'est toujours une même représentation du projet gazier qui circule : une représentation entièrement positive, sans nuance, qui occulte systématiquement les potentiels effets négatifs d'un tel projet sur l'environnement, qui ignore ou décrédibilise les discours contraires et leurs énonciateurs, qui présente donc le sujet comme « indiscutable ». Si ce constat concerne de très nombreux conflits « de territoires », et que l'on peut considérer que l'exclusion des contre-publics hors de l'espace public dominant est caractéristique de la notion même d'espace public (Dewey et Zask 2010), ce problème mérite d'être réexaminé par une approche pour partie sémio-rhétorique (Catellani 2016) qui permette de poser un diagnostic relatif aux pratiques discursives et informationnelles des différents acteurs.

- 8 Toutes les données recueillies, notamment lors des entretiens avec les « passeurs » du projet, complétées par l'analyse quantitative et qualitative d'un corpus de presse (quotidienne, hebdomadaire et magazine) quasiment exhaustif sur les forages de CBM en Lorraine et par un repérage des mentions du projet gazier lorrain sur Internet, m'ont permis de répondre à deux questionnements initiaux : comme un projet controversé peut-il être soutenu presque unanimement par les acteurs politiques, scientifiques, institutionnels, économiques et médiatiques ? Quels sont les processus qui l'empêchent d'advenir comme problème public ?
- 9 Si l'identification des acteurs impliqués et de leurs relations est indispensable pour comprendre leur position face au projet, l'analyse des discours qui circulent dans l'espace public met en évidence l'importance des mots pour façonner les représentations d'un projet extractif. En effet, les entretiens menés avec beaucoup d'acteurs qui avaient pris publiquement position en soutien du projet CBM montrent un défaut de compréhension de ce projet, mais une adhésion aux mots, et plus précisément au « récit » par lesquels ce projet leur a été présenté – adhésion souvent plus affective qu'intellectuelle, même si l'approche défendue par ces personnes se veut toujours pragmatique, en opposition aux motivations « irrationnelles » attribuées aux « opposants ». Une vingtaine d'entretiens réalisés avec des élus locaux montre que la plupart d'entre eux ne soutiennent pas le développement d'un hydrocarbure non-conventionnel, n'ont pas cherché à évaluer le nombre d'emplois qui seraient créés par le développement de l'activité, ni le montant des taxes dont bénéficieraient leur commune ou l'intercommunalité – arguments qu'ils répètent pourtant. Mais ils espèrent, de leur propre aveu, « redresser la Lorraine » en exploitant « le grisou, cet ennemi du mineur ». Ils adhèrent, en somme, à un « récit » plus qu'à un « projet » d'extraction de ressources, à l'évocation nostalgique d'un passé rétrospectivement vu comme prospère plus qu'à une industrie nouvelle.
- 10 Aborder cette controverse par l'analyse de discours éclaire les mécanismes de cette adhésion. Comprendre comment se construisent les discours – ceux du prospecteur gazier, ceux des professionnels des énergies fossiles, ceux des élus, des journalistes, des chercheurs même – permet d'éclairer les mécanismes discursifs mais aussi sociaux et psychologiques de cette adhésion massive à un discours plutôt qu'à un projet réellement compris. Pour ce faire, une forme d'« archéologie » des discours, que je vois, loin de Foucault (1969) et très modestement, comme une attention particulière à des dynamiques d'élaboration et de transformation des discours dans le temps, cherche à découvrir, sous les énoncés qui véhiculent aujourd'hui une représentation univoque de l'activité extractive, les énoncés originels.

2. « Archéologie » des argumentaires pro-gaz : aperçu d'une méthode

2.1. Etape 1 : l'identification des unités discursives caractéristiques de la communication de l'entreprise

- 11 La méthode « archéologique » que je propose passe par plusieurs étapes. Dans le cadre de la controverse étudiée, la première a consisté à analyser quantitativement et qualitativement toutes les productions émanant du promoteur du projet d'extraction (supports de communication externes, documents administratifs déposés aux

différentes étapes du projet, versions successives du site Internet de l'entreprise ; « lettres d'information », communiqués de presse, interviews du PDG, diaporamas, lettres et brochures spécifiquement dédiés à « l'information » des élus régionaux, départementaux et locaux...) diffusées par l'entreprise depuis 2012⁵, afin d'y identifier les éléments discursifs caractéristiques du discours-source.

- 12 L'analyse de ce corpus d'une centaine de textes met en évidence un certain nombre d'énoncés récurrents, allant du mot à la phrase complète, qui constituent l'armature de la communication stratégique de l'entreprise. Ces énoncés constituent pour la plupart des « éléments de langage » (Krieg-Planque et Oger 2015), caractérisés par un « figement » qui les rend justement reconnaissable lorsqu'ils sont repris dans d'autres discours. De nombreuses unités discursives, éléments de langages et autres syntagmes figés qui constitueront autant de séquences préfabriquées, de « patrons » et de « motifs » (Sitri et Tutin 2016), identifiables dans les documents produits plus tard par d'autres scripteurs ou locuteurs, signalent que ces scripteurs successifs ne font que répéter un texte-source, et n'en sont pas, comme le laissent entendre les modalités de prise en charge énonciative de ces motifs, les énonciateurs primaires. Nous verrons que ces questions énonciatives sont cruciales pour créer la confiance autour des énoncés concernés.
- 13 Voici (soulignées par l'italique) quelques-unes de ces « signatures » linguistiques (arguments, syntagmes figés, caractéristiques stylistiques récurrentes...) repérées dans les documents où elles sont le plus « concentrées », bien qu'elles soient toutes présentes, de manière plus diffuse, dans les documents *corporate* antérieurs :
- 14 – Le brouillage des désignations et la confusion entretenue entre « grisou » et *CBM*, grâce au faux-hyperonyme « gaz de houille », et, plus précisément, la désignation fautive⁶ du gaz recherché par « grisou » lorsque la cible du discours est locale, par « gaz de houille » lorsque cette cible est nationale : « Le gaz de couche est également connu sous le nom de gaz naturel de charbon, *gaz de houille* ou *grisou* » ; « le projet de la Française de l'Energie est de créer [...] le premier centre de production de *grisou* en France d'ici 2017 » (Publi-communiqué, *Le Républicain Lorrain*, mars et avril 2016). De fait, la matrice du *storytelling* (Salmon 2007) développé par l'entreprise est le terme « grisou ». Prétendre capter le grisou, c'est se poser symboliquement comme adversaire du grand ennemi historique des mineurs : « Avec le *gaz de houille*, nous avons la possibilité de transformer ce qui auparavant était une *source de malheur*, le *grisou*, en une énergie porteuse de développement économique. Et ainsi d'aider des zones sinistrées », déclare le PDG de la « junior⁷ » gazière dans une interview de *Goodplanet Info*, le 22 mai 2014. Cette histoire s'inscrit dans une visée mythographique qui cherche l'acceptabilité locale du projet ;
- 15 – La construction d'une continuité entre deux activités extractives pourtant sans rapport, l'une passée (l'extraction du charbon) et l'autre future (l'exploitation de gaz), associée à la promesse d'une renaissance de l'ancienne prospérité charbonnière : « c'est une continuité un petit peu de l'histoire des houillères du bassin lorrain, donc, *l'utilisation du grisou pour une manière positive ce coup-ci* », explique le PDG de l'entreprise, interrogé en 2014 dans le webdocumentaire *BrHouillard* des étudiants du master Journalisme et Médias Numériques de l'Université de Lorraine⁸ ; et le publi-communiqué 2016 répète : « L'histoire de la Lorraine s'est construite en partie sur le grisou : si le charbon a fait la richesse de la région dans le passé, le gaz de charbon, lui, peut devenir sa richesse de demain » ;

- 16 – La dissociation entre l'activité de la société et l'extraction de gaz de schiste (et donc, avec la technique très contestée de fracturation hydraulique), dissociation généralement close par la même expression impérative : « à ne surtout pas confondre ! » (« l'activité de la Française de l'Energie est la prospection du gaz de charbon, PAS du gaz de schiste. À ne surtout pas confondre », Publi-communiqué 2016) ;
- 17 – L'usage des adverbes « directement » et « naturellement » dans des contextes phrastiques où ils n'ont pas de sens, mais où ils sont utiles par les connotations qu'ils véhiculent (écologie, absence de techniques invasives et d'infrastructures lourdes) : « Ce gaz, contenu *naturellement* dans le charbon, est de grande qualité... » (Publi-communiqué 2016) ;
- 18 – Des syntagmes récurrents : « gaz propre » ; « remplacer le gaz importé » ; « sans utilisation de produit chimique » « une production locale pour une exploitation locale » ; « une très faible empreinte carbone » ;
- 19 – L'actualisation, par l'emploi du présent de l'indicatif, d'une production pourtant encore inexistante (« Nous *l'utilisons* pour notre chauffage domestique, notre production d'électricité et comme combustible industriel »).
- 20 Cette identification initiale de ces motifs permet de « pister » les éléments discursifs qui circulent dans les discours de l'ensemble des passeurs-promoteurs du projet extractif et pour mesurer leurs transformations ou au contraire repérer leurs reprises littérales.

2.2. Etape 2 : repérage des unités discursives caractéristiques de la communication des acteurs pro-CBM

- 21 Cette seconde étape du travail de « pistage » d'unités discursives caractéristiques d'un discours d'appui au CBM s'est appuyé sur des analyses quantitatives et qualitatives réalisées à partir de textes postérieurs à l'offensive communicationnelle de la société en 2012, regroupés en trois catégories : d'abord, les 386 articles de presse traitant du projet lorrain d'extraction de CBM publiés à partir de l'automne 2012 ; ensuite, toutes les pages de blogs d'élus, sites internet d'entreprises ou rapports de partenaires de l'entreprise extractive ; enfin, les vingt interviews de responsables politiques ou de partenaires scientifiques concernant le projet d'extraction de CBM en Lorraine menées de 2017 à 2019. Tous ces documents ont d'abord fait l'objet d'analyses quantitatives (grâce au logiciel Atlas TI), notamment pour mettre en évidence les désignations quantitativement privilégiées (« gaz de houille », « CBM », « gaz de charbon », « grisou » ... sur lesquelles est fondée une stratégie discursive d'acceptabilité) puis d'analyses qualitatives afin d'explicitier le fonctionnement discursif et argumentatif de ces désignations axiologiquement marquées. Ont également été isolées des unités discursives récurrentes dans les discours des différents énonciateurs : unités argumentatives (comme les perspectives d'emploi, de sécurité énergétique), éléments de langage, données chiffrées, métaphores récurrentes, structures syntaxiques figées ... Ces unités récurrentes ont été comparées à celles présentes dans le discours-source : celui de l'entreprise, exposé dans différents documents de communication.
- 22 Parmi les résultats les plus évidents, il apparaît que les désignations les plus utilisées par les passeurs du projet (élus locaux et journalistes) sont précisément celles que

diffusent les documents de communication externe de l'opérateur gazier – et absolument pas les termes « techniques » (CBM, gaz de couche de charbon), apparemment réservés aux professionnels de la filière. Les élus du bassin houiller lorrain utilisent exclusivement « grisou » et « gaz de houille » avec quelques « gaz de schiste » qui se glissent dans leur propos par inadvertance ... Dans la presse, la désignation générique « du gaz », largement dominante jusqu'en 2011, se laisse distancer, à partir de 2012, par « grisou », « gaz de houille », et, à compter de 2016, « gaz de charbon », désignation officielle depuis son entrée dans le « Vocabulaire du pétrole et du gaz » (Journal Officiel de la république Française n°0187 du 14 août 2015 »).

- 23 D'autre part, concernant la cible « locale » (journalistes du quotidien régional, élus locaux, départementaux et régionaux), le *storytelling* développé par l'entreprise fonctionne pleinement. La représentation d'une Lorraine sinistrée, revitalisée par la possibilité d'une exploitation du sous-sol qui ranimerait la prospérité passée, est sous toutes les plumes. Ce récit, en effet, parle aux cœurs plutôt qu'aux esprits, et surtout rencontre des représentations du passé lorrain largement partagées par les élus, à l'instar de l'ancien Président de région, interviewé dans *Le Républicain Lorrain* en 2012 :

- Ce projet semble vous enthousiasmer ...
- Ce qui est incroyable, c'est comment *un gaz mortel, le grisou*, un gaz qui a tué et qui vient du tréfonds de ces mines que l'on a fermées parce qu'on ne pouvait pas aller plus bas, comment *ce gaz réapparaît et devient une richesse. Il boucle la boucle* (*Le Républicain Lorrain*, 6/12/2012. Je souligne des éléments relevés en 2.1.).

- 24 L'analyse met surtout en évidence la grande faculté de propagation du discours-source aussi bien au niveau national (via la presse et surtout via internet) qu'au niveau local, et permet de mettre à jour un processus de « caution circulaire » de l'information dotée d'une grande efficacité communicationnelle. Si, comme l'ont bien montré Llópez-Mmuñoz, Marnette, Rosier et Vincent (2012), la circulation des discours implique plusieurs transmission successives, prises en charge par plusieurs « agents de circulation », dont l'identité peut demeurer cachée au lecteur (l'on a alors affaire à une circulation « effacée »), la particularité du phénomène ici observé est que la communication de l'entreprise anticipe et conditionne ces phénomènes de reprise pour enrichir son propre discours, l'énonciateur initial étant également anticipant sa propre instrumentalisation des autorités qui ont relayé son discours.

3. Un énonciateur unique, des relais multiples : l'envahissement de l'espace public par un discours monopolistique

3.1. La viralité de la communication *corporate* sur internet

- 25 L'étude des discours publics qui émanent de l'ensemble des acteurs favorables au projet d'extraction de CBM montre, à travers les phénomènes d'intertextualité à l'œuvre, que la société gazière porteuse du projet est l'unique source des informations qui circulent. Élus, journalistes, responsables publics, entrepreneurs, certains chercheurs même, reprennent les éléments de langage et les données chiffrées fournies par l'entreprise, sans aucune référence à une information alternative. Les élus et les journalistes, surtout, constituent des relais fidèles de l'information présentée par l'entreprise, dont

ils reprennent les données, le lexique, les structures syntaxiques mêmes. Ce phénomène est amplifié par la chambre d'écho constituée par les multiples sites Internet émanant de la sphère gazière, pétrolière et parapétrolière. Pour ces acteurs, le CBM n'est pas une solution énergétique, car sa faisabilité en France est mise en doute par les professionnels de la filière ; mais, suite à la loi Jacob interdisant la facturation hydraulique, le projet lorrain permet de continuer à forer et à développer des compétences utilisables un jour, peut-être, pour le gaz de schiste. Quant aux industries parapétrolières (Cofor, Schlumberger, Véolia, Solvay ...), le CBM constitue pour elles un débouché, certes modeste, mais crucial après l'interdiction des explorations de gaz de schiste (Baudrin *et al.* 2014).

- 26 Par ailleurs, de nombreux organismes et réseaux représentent et défendent au niveau national voire international les intérêts du secteur gazier. Bien que de petite taille, la « junior » gazière porteuse du projet lorrain appartient à ces réseaux tout en pratiquant son propre lobbying, via ses propres sociétés Nébula puis Nextgen. L'entreprise bénéficie également du lobbying plus large réalisé par les entreprises du secteur pétro-gazier, au premier rang desquels Total et Engie, qui a dépensé 2,25 millions d'euros en 2016 et emploie directement 12 lobbyistes à Bruxelles pour développer le marché du gaz en Europe (Corporate Europe Observatory 2017) ; mais aussi des syndicats et unions professionnelles comme le MEDEF, l'Institut Français du Pétrole-Energies nouvelles (IFPEN), l'Union française des Industries pétrolières (UFIP), lobby puissant qui joue un rôle important dans la fourniture d'argumentaires pro-énergies fossiles à ses adhérents (dont fait partie l'entreprise dont il est ici question), ou le Centre des Hydrocarbures Non-Conventionnels, qui émane de ces mêmes acteurs (Vignes 2019)
- 27 Dans ces structures s'élaborent et se consolident les argumentaires favorables aux énergies fossiles, qui innervent ensuite les discours médiatiques, politiques voire institutionnels, sans que le public sache d'où ils viennent et quel est leur but. Ces différents acteurs intéressés au développement des énergies fossiles mettent leurs nombreux sites internet et autres médias au service de la communication des acteurs du secteur. Ainsi les revues *L'Usine nouvelle* et *Challenge*, comme les quotidiens *Les Échos* et *La Tribune*, s'unissent dès 2012-2013 pour vanter les mérites des hydrocarbures non-conventionnels, diffuser leurs analyses économiques et géostratégiques et demander la réouverture du « débat » sur le gaz de schiste (Baudrin *et al.* 2014).
- 28 Grâce aux médias de la sphère pétro-gazière, la communication stratégique de la petite société gazière porteuse du projet lorrain est largement relayée sur la toile. En effet, comme l'écrivent notamment John Stauber et Sheldon Rampton dans *L'Industrie du mensonge*,
l'immense avantage qu'offre Internet aux firmes de relations publiques tient au fait qu'il constitue une fabuleuse caisse de résonance à leur propagande. On sait que presque toutes les recherches d'information débutent aujourd'hui par une requête sur Google. Or, l'algorithme utilisé par ce dernier recourt principalement, pour classer ses résultats, au nombre de liens pointant vers chaque page. On conçoit sans peine la faculté d'un tel système à générer de monstrueuses boules de neige (1995 : 328).
- 29 De fait, la recherche d'informations sur le CBM au niveau national aboutit le plus souvent, lorsque l'on cherche dans un moteur de recherche l'expression la plus courante « gaz de houille », aux sites des organisations précitées, qui se présentent comme des références dans le domaine de la connaissance des hydrocarbures. Certains

taient leur appartenance à la sphère pétro-gazière, grâce à des noms de domaines soulignant l'expertise dont ils font preuve et leur vocation pédagogique (« Connaissance des énergies ») sans que soit précisée l'identité de leurs auteurs. Dans le cas du site « Connaissance des énergies », il faut enquêter un peu pour découvrir que la « Fondation » Alcen, auteure du site, regroupe des fournisseurs de services et matériels parapétroliers et paragaziers.

- 30 D'autres pages figurent sur les sites internet d'entreprises, d'organisations professionnelles (UFIP) ou d'organismes semi-public (IFPEN) dotés d'une forte légitimité, ce qui leur permet d'accréditer la communication stratégique de la « junior » gazière sous couvert d'information scientifique. Ainsi, l'article « Le gaz de charbon : un gaz délaissé qui pourrait revenir sur le devant de la scène », publié le 8 juin 2015 sur le site d'Engie, reprend les axes principaux de la communication de la société et même, plus précisément, ses « signatures » linguistiques : le brouillage des désignations, la continuité historique, l'économie de la promesse :

Le gaz de charbon, également appelé gaz de houille, est constitué du méthane naturellement présent dans les gisements de charbon. On vous aide à mieux connaître cette énergie naturelle, exploitée jusqu'en 1970 et qui connaît, depuis 2010, un regain d'intérêt (<https://particuliers.engie.fr> › ... › Les types de gaz par ENGIE ; je souligne les « signatures » repérées plus haut).

- 31 Ces quelques lignes introductives relaient en cascade les motifs et routines mis en circulation par l'entreprise : elles brouillent le référent en choisissant, d'abord, des désignations fautives, et en affirmant à tort que ce gaz a déjà été produit en France (c'est le gaz de mine qui a déjà été exploité dans le passé, et, d'ailleurs, bien au-delà de 1970). En plus de ces dénominations fautives on repère les structures phrastiques caractéristiques de la communication stratégique de l'entreprise, qui incorpore à ses énoncés des adjectifs ou adverbes purement rhétoriques relevant de la communication positive : « naturellement présent dans le gisement » n'a aucun sens, car dans aucun gisement exploité, le gaz n'a été au préalable injecté artificiellement. Tout gaz exploité est « naturellement présent » dans le milieu, mais l'adjectif a une connotation « verte » qui justifie son emploi à deux reprises en deux phrases. Ces points d'artifices sont appuyés par la construction textuelle d'un *ethos* bienveillant et expert (« on vous aide à mieux connaître... ») qui accentue la légitimité du détenteur de ce savoir, soucieux de le partager.
- 32 La suite du texte constitue tout entière une reprise quasi-littérale de la communication de la « junior » gazière. Ainsi cette phrase mobilise l'actualisation par le présent (alors qu'aucun « gaz de charbon » n'est produit en France), l'usage de l'adverbe « directement » et l'argument de la production locale : « Le gaz de charbon possède la particularité d'être produit localement en France. Il peut donc être exploité et directement réinjecté dans le réseau de gaz naturel. Il peut ainsi constituer une source d'énergie au quotidien pour les foyers français. [...] » (site Engie). Ce dernier paragraphe, en laissant entendre que le « gaz de charbon » est déjà produit en France, supprime de fait toute la dimension problématique du projet extractif.
- 33 De fait, la conquête du web est un enjeu crucial pour l'entreprise. Elle permet d'imposer une représentation des projets rassurante pour quiconque cherche sur la toile approfondissement ou vérification de la communication directe de l'entreprise, telle qu'elle s'exprime à travers ses nombreux supports publicitaires et les interventions orales de ses membres. En effet – cela est confirmé par les entretiens menés avec des

élus et responsables syndicaux mosellans – lorsque ceux-ci cherchent à s’informer sur les projets de forages lorrains, généralement après avoir été une première fois approchés par son PDG, ils formulent sur leur moteur de recherche soit la requête « gaz de houille », soit « grisou » soit « Française de l’énergie ». Or, sur les neuf sites qui apparaissent sur la première page (car peu d’internautes iront au-delà) en réponse à une requête « gaz de houille » sur Google, huit consistent en reprise des argumentaires, désignations fautives et promesses mis en circulation par l’entreprise elle-même, et un seul⁹ témoigne d’une information contradictoire (considérant donc aussi les possibles conséquences négatives et les zones d’incertitude du projet présenté).

3.2. Les élus locaux et régionaux, relais non distanciés de la communication de l’entreprise

- 34 Si, au niveau national, la communication de l’entreprise est reprise par les médias dominants, cette viralité de la communication publicitaire de l’entreprise s’observe aussi massivement chez les élus et responsables politiques, séduits par un discours de la promesse qui, en plus d’annoncer la création future de centaines d’emplois et la réindustrialisation de la Lorraine, fournit aux responsables politiques une tierce position confortable entre le respect de la volonté populaire de ne pas exploiter le gaz de schiste et le souhait des industriels de continuer les recherches. Il représente à ce titre le miracle d’un gaz non-conventionnel mais néanmoins « propre », d’un eldorado facile d’accès, d’un gaz français qui serait complètement vertueux :

Jeudi 24 janvier, invité de l’émission « Des paroles et des actes », sur France 2, Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif, a annoncé, enthousiaste, que la France disposait d’une ressource énergétique importante, qui serait bientôt exploitée en Lorraine : *le gaz de houille*. Cet hydrocarbure non conventionnel, communément appelé « grisou », est le gaz naturel « adsorbé » sur les charbons (c’est-à-dire fixé à leur surface). Du méthane essentiellement. Son exploitation, a pu se réjouir le ministre, ne donnerait lieu à aucune polémique, *contrairement au gaz de schiste*, puisque la production serait réalisée – compte tenu d’un charbon lorrain naturellement cassant – *sans fracturation hydraulique*, interdite par la loi du 13 juillet 2011. (*Le Monde*, 28/01/2013 ; je souligne les traces linguistiques caractéristiques du discours-source, celui de l’entreprise gazière).

- 35 De nombreux responsables politiques, à tous les niveaux, y compris gouvernemental, ont été approchés et convaincus par un discours qui vantait en réalité les vertus du gaz de mines (grisou) sous l’appellation impropre de « gaz de houille » :

« Je suis favorable à la poursuite de l’exploration du gaz de houille en Lorraine, dont les réserves sont prometteuses et qui est bien accepté localement », indiquait le ministre [Macron] le 24 mai 2016 lors du colloque Cyclope consacré aux matières premières. « Les gisements de gaz de houille en France sont exploitables sans fracturation hydraulique, dans un territoire au passé minier favorable. C’est une opportunité industrielle à saisir » (*Challenge*, 24 mai 2016).

- 36 Nombreux sont, de fait, les élus rencontrés en entretiens qui soutiennent un projet dont ils ne comprennent pas la nature, y voyant une classique exploitation de grisou (gaz de mines). Ainsi, ce maire d’une commune du bassin houiller historique, lors d’un entretien de mars 2018 :

- M.S. : Personnellement, comment désignez-vous le gaz que recherche cette entreprise en Lorraine ?
- Élu local : C’est du gaz de houille.
- M.S. : Dans une interview publiée par *Le Républicain Lorrain* le 8 février 2013, vous

parliez de « gaz de mines » ...

Élu local : C'est la même chose !

- 37 Ou ce sénateur, ayant reçu des militants une note informative que j'avais écrite pour expliquer ce qu'est le *Coal Bed Methane* aux militants locaux, qui m'écrit :

[...] À ce sujet, je crois utile de vous préciser que le gaz de couche n'a rien à voir avec le gaz de schiste. Il correspond en fait au grisou, qui était souvent exploité par le passé dans les houillères. [...]. Par le passé, les houillères (c'est un domaine que je connais bien) ont effectué des centaines de forages, si ce n'est des milliers. Cela s'est toujours fait sans qu'il y ait de problème (Mail du 22 février 2017).

- 38 Les élus départementaux et/ou régionaux sont des relais essentiels de la communication *corporate* de la « junior » gazière, bien qu'ils ne soient pas décisionnaires dans le cas des projets énergétiques ou miniers. Leur approbation des projets est néanmoins cruciale pour les entreprises qui cherchent à s'implanter sur un territoire, d'une part parce que ces responsables sont susceptibles de soutenir des demandes de subventions, d'autre part, dans une perspective d'acceptabilité, parce qu'ils sont proches des populations et peuvent à ce titre empêcher la contestation de se répandre. En Lorraine, la réussite de la communication d'influence de la société gazière tient en grande partie à ce qu'elle a commencé bien en amont de la publicisation des projets, permettant à l'entreprise d'imposer son vocabulaire dès l'origine du projet et, à travers ce lexique, de cadrer préventivement les représentations des élus.

- 39 Ces élus « territoriaux », pour la plupart, s'affichent - du moins jusqu'aux années 2017-2018¹⁰ - comme soutiens de l'entreprise dans la presse et sur leurs pages de réseaux sociaux, blogs et autres supports de communication institutionnelle. Or la similitude est troublante, entre leurs discours et les axes définis précédemment comme caractéristiques de la communication de l'entreprise, tant elle est récurrente. Ainsi, un député meurthe-et-mosellan note sur son blog (je souligne les reprises littérales du discours-source) :

Le gaz de houille, présent en quantités importantes dans le sous-sol lorrain, pourrait être une piste innovante pour la reconversion économique de notre région marquée par la fermeture des mines. [...] Ainsi le grisou, ennemi du mineur hier, pourrait devenir son allié ! [...] Il est important de rappeler que, contrairement à ce qui a pu être dit, y compris par moi par erreur, le processus d'extraction du gaz de houille ne met pas du tout en œuvre la fracturation hydraulique (interdite par la loi du 13 juillet 2011) et n'a donc rien de comparable à l'extraction du gaz de schiste, ne présentant à ce titre pas de conséquences néfastes pour l'environnement. Aussi, la production pourrait permettre in fine d'extraire du sous-sol lorrain l'équivalent de neuf ans de consommation française en gaz. Les ressources pourraient représenter jusqu'à 371 milliards de mètres cubes. Enfin, autre chiffre marquant, c'est la création de près de 1300 emplois directs et indirects qui est en jeu lors de la phase de développement des champs gaziers et l'implantation encouragée d'industries consommatrices de gaz (Blog d'Hervé Féron, 28 août 2013¹¹).

- 40 Mêmes formules, mêmes arguments, déroulés dans le même ordre, dans un post du président de région sur sa page Facebook, le 10 mars 2013 :

Un autre temps fort cette semaine, mercredi 6 mars, où j'ai rencontré Madame la Ministre Delphine Batho sur le projet d'exploitation du Gaz de Houille. Après lui avoir rappelé que la technique d'exploitation utilisée par la société [XXX] ne nécessite pas de fracturation hydraulique limitant ainsi les impacts environnementaux, j'ai précisé à Madame Batho quelle était l'opportunité économique pour la Lorraine de réaliser ce projet. Cette exploitation générera des créations d'emplois directs non délocalisables, mais pourrait aussi favoriser l'implantation d'industries consommatrices de gaz¹².

3.3. La « caution circulaire » de l'information

- 41 L'entreprise gazière, en plus de trouver chez ces élus et dans ces sites institutionnels des relais pour sa communication, les utilise au service d'un ingénieux dispositif de caution circulaire de l'information. Dans sa recherche de médiateurs capables de légitimer le discours de l'entreprise en le dotant de leur propre autorité, la « junior » gazière, pour présenter son projet sur son propre site, renvoie par un lien hypertexte à une page d'Engie... dont elle est elle-même la source ! On lit ainsi sur le site lafrancaisedelenergie.com :

Ce gaz de couche est également connu sous le nom de gaz naturel de charbon, gaz de houille ou grisou. Ce gaz, contenu naturellement dans le charbon, est de grande qualité car il se compose à près de 96% de méthane. Nous l'utilisons pour notre chauffage domestique, notre production d'électricité et comme combustible industriel – explication sur le gaz de charbon (Engie).

- 42 Pour accréditer son propre discours, le site de l'entreprise A renvoie vers un autre site, celui d'une entreprise B dotée d'une autorité supérieure, qui reproduit en fait littéralement le discours-source de l'entreprise A. C'est un dispositif que je qualifierais de « caution circulaire », l'entreprise B assurant pour l'entreprise A la crédibilité d'une information produite par A anonymée.
- 43 De nombreux sites institutionnels relaient ainsi la communication de l'entreprise en la dotant de leur propre légitimité. La communication publicitaire prend alors l'allure d'une information à valeur institutionnelle. Ainsi, le blog « Moselle attractivité », par exemple (agence publique de soutien aux entreprises du département de la Moselle), bénéficie-t-il de l'image de sérieux du Conseil général. Lorsqu'il lira sur ce « blog » un article dithyrambique sur le projet d'exploitation de CBM (d'ailleurs présenté, non comme un projet, mais comme une exploitation effective : « La Française de l'Energie valorise le gaz de houille mosellan » (Blog Moselle attractivité, 9 février 2016¹³)), l'internaute n'a aucune raison de mettre en doute l'intérêt de cette exploitation providentielle pour la Moselle.
- 44 Là encore, l'article a vraisemblablement été rédigé par la chargée de communication de l'entreprise gazière, comme le montrent les unités discursives repérées plus haut (« L'activité exacte de l'entreprise est la prospection et la *production locale de gaz de charbon*, une *énergie compétitive* et à *plus faible empreinte carbone que le gaz actuellement consommé en France* par les industriels et les particuliers » – je souligne). Le texte reproduit la confusion entre CBM et gaz de mine, et parle de production locale alors qu'en Lorraine, aucune production n'existe. Tout se passe comme si le brouillage de l'identité énonciative (un site de Moselle Attractivité, un logo de l'entreprise gazière, aucune signature ni mention qu'il s'agisse d'un « publi-communiqué ») autorisait la désinformation, aucun auteur identifiable ne pouvant en être tenu pour responsable ...
- 45 Chez les élus, on repère parfois les effets de cette « caution circulaire » de l'information. Par exemple, une élue mosellane du parti Nouveau Centre, membre du Conseil général de Moselle, reprend sur son blog les mêmes arguments et les mêmes éléments de langage que ses confrères cités plus haut : « Selon les rapporteurs [du rapport de l'OPECST¹⁴, ndla], le gaz de couches pourrait « *créer en Lorraine 300 à 400 emplois directs et 600 à 800 emplois indirects, sans compter les emplois induits, à terme, par l'implantation d'industries consommatrices de gaz à proximité* » (Site « Nouveau centre », 13 juin 2013¹⁵). Mais cette fois, l'énonciatrice mentionne explicitement sa source, le

rapport de l'OPECST, source institutionnelle qui semble être également celle des deux autres responsables politiques cités. Or, si l'on prend la peine de revenir au texte de l'OPECST, on y apprend que la source des informations présentées par l'OPECST est ... l'entreprise :

D'après les estimations fournies par [l'entreprise], le gaz de couche pourrait créer, en Lorraine, 300 à 400 emplois directs (opérateurs de terrain / soutien technique et administratif) et 600 à 800 emplois indirects (sociétés de forages et de services pétroliers, construction), sans compter les emplois induits, à terme, par l'implantation d'industries consommatrices de gaz à proximité (OPECST, 2013 : 61).

- 46 Le rapport d'enquête de l'OPECST fonctionne donc comme relais dans cette « caution circulaire » décrite plus haut : il reprend l'information fournie par l'entreprise en lui ajoutant une forme de caution techno-politique, neutralisant ainsi la vigilance qui s'exerce bien souvent vis-à-vis du discours promotionnel. Le discours reste, dans le fond, un discours promotionnel (aux estimations d'emploi non étayées et improbables¹⁶), mais, pris en charge par des relais multiples, techniques puis politiques, il passe dans des catégories de discours « véridiques » : discours politique, institutionnel, technique...
- 47 Plus que des relais, l'entreprise gazière cherche en réalité des « prescripteurs », selon une méthode relevant du marketing. Compte tenu du peu de poids et de crédibilité de sa petite entreprise « junior » (Sacher 2015), le PDG a construit tout un système de relais de sa parole, relais qui ne font pas qu'en assurer la propagation mais qui accréditent le projet. Dotés d'un fort capital social ou politique, les relais – politiques, institutionnels, techniques ou scientifiques – présentent leurs informations non comme provenant de l'entreprise, mais comme des vérités objectives qui auraient été l'objet d'expertises, alors qu'aucune des affirmations de l'entreprise n'a jamais été vérifiée. Dans les discours de ces passeurs successifs, l'intertextualité est le plus souvent masquée par l'absence de marques du discours rapporté, si bien que l'élu ou l'expert semble certifier, attester, s'être assuré lui-même de la réalité des estimations qu'il formule. Dans ses marques d'énonciation mêmes, le discours des cautions s'affirme comme un discours d'autorité, avec modalités assertive, citation de chiffres précis, appel au bon sens et présent de l'indicatif – même pour désigner une activité purement spéculative. Ainsi, le Président du Conseil général de Moselle, interviewé sur *Radio Mélodie* le 20 février 2017, décrit avec assurance, au présent, une exploitation pourtant inexistante :
- Plutôt que d'utiliser du gaz de ville importé pour produire de l'énergie à Carling, ben soyons intelligents et utilisons le gaz qui est sous nos pieds. [...] Ça nous permet ensuite d'avoir une exploitation ici qui crée une nouvelle richesse économique et nous l'espérons fiscale [...]. (Radio Mélodie, 20 février 2017¹⁷. Je souligne).*
- 48 Le projet devient ainsi, par des « passages de relais » successifs, qui s'additionnent et se combinent, un projet économique d'intérêt général, puis une décision politique mûrie, puis un projet scientifiquement validé. En une sorte d'effet boule-de-neige, chaque institution s'appuie sur le discours d'une autre institution qui elle-même tient ses informations de ... l'entreprise seule, sans vérification ou mise en perspective de ce discours-source, à aucune étape du processus de reprises circulaires. La délégation de la communication de l'entreprise à des locuteurs dotés d'une forte légitimité (politique ou technique) dote ce discours d'une autorité qui pourrait lui faire défaut s'il s'affichait comme discours de l'entreprise, et contribue fortement à son acceptabilité.

Conclusion

- 49 Le pistage des « signatures linguistiques » du discours-source dans les discours-relais permet de distinguer ceux dont la source exclusive a été le discours de l'entreprise, et ceux qui s'appuient sur une diversité de sources et donc ne relèvent pas de la seule paraphrase mais d'une approche plus raisonnée. Or, dans le corpus étudié, l'attention à ces jeux d'intertextualité, à ces phénomènes de citation, de reprise, à l'emploi de syntagmes figés (« un gaz propre » « Une production locale pour une exploitation locale ») met en évidence le fait que la quasi-totalité des discours doxiques sur le CBM en France provient d'une source unique, dont les énoncés sont simplement repris, pas même modulés ou déclinés.
- 50 Pour parvenir à ce résultat, l'une des stratégies discursives les plus intéressantes de l'entreprise gazière consiste en un dispositif que je qualifie de « caution circulaire » qui vise à faire assumer ses propres énoncés par d'autres organismes (entreprises, institutions ou médias) dotés d'une autorité supérieure, qui reproduisent en fait littéralement le discours-source de l'entreprise, mais sous leur propre signature. De nombreux sites institutionnels relaient ainsi la communication de l'entreprise en la dotant de leur propre légitimité : la communication publicitaire prend alors l'allure d'une information à valeur institutionnelle. Dotés d'un fort capital social ou politique, les relais – politiques, institutionnels, techniques – présentent leurs informations non comme provenant du positionnement de l'entreprise, mais comme des vérités objectives qui auraient été l'objet d'expertises, alors que dans les faits aucune des allégations de l'entreprise n'a jamais été vérifiée. Dans les discours de ces passeurs successifs, l'intertextualité est le plus souvent masquée par l'absence de marques du discours rapporté, si bien que l'élu ou l'expert semble certifier, attester, s'être assuré lui-même de la valeur du projet extractif. Ce projet devient ainsi, par des « passages de relais » successifs, un projet économique d'intérêt général, puis un choix énergétique dûment évalué par des experts et porté en connaissance de cause par des responsables politiques.
- 51 Cette facilité avec laquelle le discours de l'entreprise trouve des relais n'interroge pas tant la stratégie de l'entreprise – qui est dans son rôle en cherchant à convaincre – que les mécanismes de la prise de décision politique et de la production de l'expertise. Le rapport des acteurs à l'information et à la communication (non-usages de l'enquête, non-recours à des pratiques critiques comme la collecte documentaire, le croisement des données ou la vérification ...) allié à une certaine routinisation des pratiques professionnelles (journalistiques notamment) banalise la simple retranscription du discours des entreprises, en une convergence (en partie fortuite) de mécanismes sociaux, d'habitus professionnels, de valeurs, d'affects, d'idéologies, de déterminants historiques et culturels propres à l'ancien territoire minier, qui facilitent la propagation d'un discours monopolistique, interrogeant ainsi la capacité critique respective des différentes « cibles » du discours. Ce constat ne peut qu'inciter chacun – journalistes, universitaires, élus, responsables publics ou décisionnaires quels qu'ils soient – à exercer sa vigilance pour éviter d'accréditer des projets néfastes pour l'environnement, coûteux pour les Etats, et délétères pour la confiance des citoyens dans la politique, la science et la presse, défiance dont les ravages sont plus que jamais d'actualité.

BIBLIOGRAPHIE

- Angenot, Marc. 2013, *Rhétorique de la confiance et de l'autorité* (Montréal : Université McGill)
- Baudrin, Mathieu., Benoît Dauguet, Dalia Deias & Benjamin Raimbault. 2014. « "On n'est pas des cow-boys". Controverse sur l'exploitation des gaz de schiste et stratégie de l'industrie pétrolière », *Revue d'anthropologie des connaissances* 8.2, 451-478
- Bodt, Jean-Marie. 2014. *La « cité écologique » dans l'espace public médiatique. Trajectoires de controverses environnementales dans la presse généraliste française*, Thèse de Sciences de l'information et de la communication, Université de Toulouse 2, LERASS
- Bonijoly D., C. Didier, F. Fabriol. 2013, *Synthèse sur les gaz de houille: exploitation, risques et impacts environnementaux*, INERIS-BRGM-MEDDE [En ligne] http://www.brgm.fr/sites/default/files/brgm-ineris_rapport-gaz-houille_2013.pdf (consulté le 12 septembre 2019)
- Carlino, Vincent. 2018. *L'énergie de la contestation : formes de désaccord et arènes du conflit sur le nucléaire en Lorraine*, thèse de Sciences de l'information et de la communication. Université de Lorraine-Université catholique de Louvain. (tel-02090208)
- Carlino, Vincent, Marieke Stein (éds). 2019. *Les paroles militantes dans les controverses environnementales* (Nancy : P. U. de Nancy)
- Catellani, Andréa. 2016. « La défense de l'énergie nucléaire comme pratique discursive : analyse sémio-rhétorique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* 9, 69-78
- CEO, Les Amis de la Terre, Observatoire des multinationales, ATTAC. 2017. *L'Europe enlisée dans le gaz* [En ligne] https://multinationales.org/IMG/pdf/the_great_gas_lock_in_french_.pdf (consulté le 19 décembre 2019)
- Chailleux, Sébastien. 2015. *Non au gaz de schiste ! cadrages et débordements de la controverse sur les hydrocarbures non conventionnels en France et au Québec*, thèse de l'Université de Bordeaux. [En ligne] <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01280729> (consulté le 19 décembre 2019)
- Chateauraynaud, Francis, Josquin Debaz, Paul Cézanne-Bert. 2011. « L'affaire des gaz de schiste. Anatomie d'une mobilisation fulgurante », *Socio-informatique et argumentation* 19 [En ligne] <https://socioargu.hypotheses.org/3262> (consulté le 4 mars 2019)
- Commission européenne (éd.). 2016. *Environmental and Sustainability Assessment of Current and Prospective Status of Coal Bed Methane Production and Use in the European Union* [En ligne] <https://ec.europa.eu/jrc/en/publication/environmental-and-sustainability-assessment-current-and-prospective-status-coal-bed-methane> (consulté le 19 décembre 2019)
- Dewey, John. 2010 [1927]. *Le Public et ses problèmes*, trad. de l'anglais par J. Zask (Paris : Gallimard)
- Ferey, Samuel. 2016. « L'exploitation du gaz de charbon en Lorraine : un impact économique limité ? », Gunzburger, Y. (éd.), *Le projet d'exploitation du gaz de charbon en Lorraine et son intégration dans le territoire* (Paris : CNRS Editions), 71-86
- INERIS/BRGM (éd.). 2013. *Synthèse sur les gaz de houille*, https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/synthese_sur_les_gaz_de_houille_exploitation_risques_et_impacts_environnementaux.pdf (consulté le 15 octobre 2018)
- Krieg-Planque, Alice. 2003. « *Purification ethnique* ». *Une formule et son histoire* (Paris : CNRS Éditions)

- Krieg-Planque, Alice. 2010. « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société* 134, 5-29
- Krieg-Planque, Alice. 2015. « La communication des organisations et des institutions au prisme de l'analyse du discours », Von Münchow Patricia, Cécile Canut (éds), *Le Langage en sciences humaines et sociales* (Limoges : Lambert-Lucas), 131-144
- Krieg-Planque, Alice, Claire Oger. 2017. « Éléments de langage », *Publicationnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics* [En ligne] <http://publicationnaire.huma-num.fr/notice/elements-de-langage/> (consulté le 16 septembre 2020)
- Libaert, Thierry. 1998. « Faire accepter un projet : principes et méthodes », *Communication et langages* 117, 3^e trimestre, 76-90
- Llópez-Muñoz, Jose-Manuel, Sophie Marnette, Laurence Rosier & Diane Vincent (éds). 2009. *La circulation des discours* (Laval : Nota Bene)
- MIROVA/NATIXIS (éd.). 2012. *Gaz de schiste et autres gaz non conventionnels. Nouvelles ressources, nouveaux enjeux, Rapport Mirova Responsible Investment*
- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. 2013. *Rapport sur les techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels* [En ligne] http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/opecst/Rapport_final_gaz_schiste.pdf (consulté le 27 février 2018)
- Sacher, William. 2015. *Bref résumé des pratiques des sociétés juniors dans l'industrie minière. Que vient chercher en France la société australienne Variscan Mines?* [En ligne] http://alternatives-projetsminiers.org/wp-content/uploads/docs/Resume_pratiques_%20societes-juniors_industrie-miniere_WS.pdf (consulté le 16 mars 2019)
- Salmon, Christian. 2007. *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* (Paris : La Découverte)
- Sitri, Frédérique & Agnès Tutin (éds). 2016. « Phraséologie et genres de discours. Patrons, motifs, routines », *Lidil, Revue de linguistique et de didactique des langues* 53, 5-18
- Stauber, John & Sheldon Rampton. 2004. *L'industrie du mensonge. Lobbying, communication, publicité & médias* (Marseille : Agone, coll. Contre-feux)
- Tournier, Maurice. 1985. « Texte "propagandiste" et cooccurrences. Hypothèses et méthodes pour l'étude de la sloganisation », *Mots. Les langages du politique* 11, 155-187
- Vignes, Laurence. 2019. « "Ce ne sera pas du lobbying, juste de l'information". Analyse discursive et actantielle du discours de la presse autour de la création du Centre Hydrocarbures Non Conventionnels », *Babel. Civilisations et Sociétés* 17, « Le gaz de schiste : discours et controverses », 19-43

NOTES

1. Voir notamment, sur les aspects environnementaux, Bonijoly D. et al. 2013. Synthèse sur les gaz de houille ; sur les aspects économiques, Ferey, S. 2016. « L'exploitation du gaz de charbon en Lorraine » ; Commission européenne, 2016, Environmental and Sustainability.
2. Cette recherche étant ancrée dans des observations expérimentales de terrain et non dans une grille de lecture théorique mise en œuvre a priori, les références théoriques seront convoquées par la suite afin de confirmer des interprétations issues de l'observation des données empiriques.

3. Le « gaz de houille » est en réalité un gaz manufacturé, issu de la combustion du charbon ; il est sans rapport avec le « gaz de couche de charbon » qui est actuellement l'objet d'explorations en Lorraine.
 4. Voir notamment INERIS/BRGM (éd.). Synthèse, et MIROVA/NATIXIS (éd.). 2012. Gaz de schiste et autres gaz non conventionnels.
 5. Date de mise en place d'une stratégie communicationnelle d'acceptabilité rendue nécessaire par la vaste controverse publique autour du gaz de schiste, en 2011 (voir Chateauraynaud et Debaz, 2012). Avant 2012, les documents émanant de l'entreprise n'étaient pas rendus publics, mais réservés aux seuls décideurs et appuis potentiels du projet.
 6. Le grisou est en réalité l'équivalent du « gaz de mine », méthane accumulé dans des galeries de mines après l'exploitation du charbon ; ce gaz doit être capté, sinon il s'échappe dans l'atmosphère et aggrave l'effet de serre ; son exploitation est donc « vertueuse », à la différence du CBM, méthane piégé dans des couches de charbon inexploitées, denses et profondes, d'où il ne risque pas de s'échapper et dont il ne sort qu'au prix d'une fracturation artificielle de la roche, et de techniques dites « non-conventionnelles » aux effets environnementaux bien documentés (Bonijoly et al., op. cit.).
 7. Pour la définition d'une société « Junior », voir Sacher 2015.
 8. <https://www.youtube.com/watch?v=LI-hxrhq30M>
 9. <https://www.actu-environnement.com/.../gaz-houille-charbon-lorraine-non-conventio...>
 10. À ce moment, la présence de Nicolas Hulot au Ministère du Développement durable, la médiatisation croissante des problèmes environnementaux et de l'urgence climatique et, plus localement, les informations alternatives fournies à des élus par des réseaux associatifs toujours plus diversifiés, commencent à rendre le projet CBM moins séduisant ...
 11. <http://herveferon.fr/index.php/l-actualite-ici-et-la/actualite/938-le-gaz-de-charbon-en-lorraine-une-piste-innovante-pour-la-reconversion-economique-de-notre-region%29>
 12. <https://www.facebook.com/jpmasseret/posts/435866503158043>
 13. <http://www.moselledeveloppement-leblog.com/2016/02/la-francaise-de-l-energie-valorise-le-gaz-de-houille-mosellan.html>
 14. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, auteur en 2013 d'un important rapport sur la fracturation hydraulique.
 15. <https://nouveaucentremoselle.wordpress.com/tag/gaz-de-schiste/>
 16. Sur cette question des créations d'emploi promises par les exploitants d'hydrocarbures non conventionnels, voir par exemple Susan Christopherson, « The false promise of fracking and local jobs », The Conversation, 27 janvier 2015, ou, concernant le projet extractif lorrain, Samuel Ferey, op.cit..
 17. <https://www.radiomelodie.com/actu/7095-lachambre-un-procede-inedit-pour-extraire-le-gaz-de-charbon.html>
-

RÉSUMÉS

L'article vise à comprendre et à décrire les phénomènes discursifs qui expliquent qu'un projet d'extraction de *Coal Bed Methane* (un hydrocarbure voisin du gaz de schiste) ne soit que peu contesté, en France, alors que dans les pays où il est déjà exploité, cet hydrocarbure suscite de vives controverses. En effet, les discours (politiques, institutionnels, médiatiques, parfois même

scientifiques...) qui circulent sur ce sujet dans l'espace public français véhiculent une vision unanimement favorable du projet extractif. La méthode ici proposée est celle d'une « archéologie » des discours qui circulent dans les différentes arènes en interaction. Cette analyse « archéologique » se caractérise par une attention particulière à des dynamiques d'élaboration et de transformation des discours dans le temps, et vise à découvrir, sous les énoncés qui véhiculent aujourd'hui une représentation univoque de l'activité extractive, les énoncés originels. La description des processus qui permettent l'envahissement des discours publics par les seuls énoncés doxiques mis en circulation par l'entreprise gazière à l'origine du projet, grâce à une analyse sémio-argumentative de la quasi-totalité des discours qui circulent autour de cette extraction dans les espaces publics légitimés, éclaire la « fabrique du consensus » par une analyse en diachronie des discours en interaction (discours entrepreneurial, militant, politique, institutionnel, de légitimation et oppositionnel...), de leurs trajectoires et de leurs métamorphoses.

This article studies the discursive phenomena that explain why a project to extract Coal Bed Methane (a hydrocarbon similar to shale gas) is only lightly contested in France, whereas in countries where it is already being exploited, this hydrocarbon is highly controversial. Indeed, the discourse on this subject in the French public arena seems unanimously favourable to the extractive project. The method proposed here is that of an “archaeology” of the discourses that circulate in the various interacting arenas. This “archaeological” analysis is characterised by a particular attention to the dynamics of elaboration and transformation of discourses over time. It aims to discover the original statements underneath the statements that today convey an univocal representation of the extractive activity, through a semio-argumentative analysis.

INDEX

Mots-clés : Acceptabilité, analyse sémio-rhétorique, caution circulaire de l'information, controverse, énoncés préfabriqués, intertextualité

Keywords : Acceptability, controversy, intertextuality, prefabricated statements, semio-rhetorical analysis

AUTEUR

MARIEKE STEIN

Centre de recherche sur les médiations (Crem), Université de Lorraine